

8 septembre 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le développement durable et sur la question des réfugiés, à Paris le 8 septembre 2015.

Madame la ministre,
Madame la maire de Paris,
Monsieur le président,
Mesdames, Messieurs,

Je salue aussi celles et ceux qui viennent de loin et que j'avais rencontrés lors d'un certain nombre de déplacements - je pense notamment aux Philippines -. Monsieur le maire, dans votre commune de Guian, je vous avais fait une promesse : être capable non seulement de réunir une conférence à Paris en décembre prochain, mais d'obtenir un accord contraignant, avec des engagements de financement permettant la transition écologique et énergétique. Aujourd'hui encore, je veux tenir cette promesse et cet engagement.

Mesdames, messieurs, vous représentez ici des organisations non-gouvernementales, des collectivités locales et des entreprises. Vous avez voulu vous rassembler dans un forum et vous vous réunissez chaque année. Mais il se trouve que cette année n'est pas une année comme les autres puisque il y aura deux grands rendez-vous - vous les avez rappelés, monsieur le Président : à la fin de ce mois, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, nous adopterons les objectifs de développement durable et nous y sommes presque, ce sera l'agenda, la feuille de route de la communauté internationale pour les prochaines années et puis il y a un deuxième rendez-vous, à Paris : c'est la conférence sur le climat et nous avons là une responsabilité immense, qui est de permettre au monde de sauver la planète.

Il y a aussi l'urgence, l'urgence qui s'impose, qui à un moment s'invite alors même que beaucoup n'y sont pas préparés. Il a fallu qu'il y ait le visage d'un enfant, la tête dans le sable sur une plage turque, pour que des initiatives soient prises pour l'accueil des réfugiés. Et pourtant, il y avait eu 3000 morts depuis le début de l'année, 3000 Syriens, Irakiens et d'autres encore qui fuyaient les pays où se produisent des massacres pour venir chercher refuge et réconfort.

Il y a aussi cette prise de conscience sur les conditions de vie des 4 millions de Syriens qui vivent en dehors de leur pays au Liban, en Turquie, en Jordanie : nous devons leur prodiguer le secours indispensable d'abord là où ils sont, et ensuite, s'ils traversent, là où nous pouvons user du droit imprescriptible à l'asile.

L'Europe est prête à aider celles et ceux qui cherchent refuge. Quand je dis « prête », cela ne veut pas dire que toute l'Europe soit encore convaincue. C'est la raison pour laquelle l'Allemagne et la France, ont pris une initiative, afin que puissent être accueillis celles et ceux qui sont réfugiés ou qui veulent se réfugier et qui peuvent à juste titre faire valoir le droit à l'asile.

L'Europe, au-delà d'une zone économique, d'une monnaie, c'est un ensemble de valeurs, de principes et si ces principes et ces valeurs sont oubliés, alors ce n'est plus l'Europe.

Nous devons accueillir c'est la Commission européenne qui donne ce chiffre 120 000 réfugiés dans les deux prochaines années, c'est sans doute une estimation minimale mais déjà assurons au moins cet accueil. Nous avons proposé, la Chancelière et moi-même, un mécanisme permanent et obligatoire pour répartir ces hommes, ces femmes, ces enfants entre les Etats membres. La France prendra sa part avec 24 000 réfugiés supplémentaires.

Je sais que nous pouvons compter sur le soutien de nombreuses collectivités locales. Les représentants des communes seront réunis par le ministre de l'Intérieur samedi. Le Maire de

representants des communes seront réunis par le ministre de l'intérieur samedi. La mairie de Paris a depuis longtemps et sans qu'il ait été besoin d'attendre ces drames pris un certain nombre de dispositions. J'appelle tous les élus, au-delà de leurs sensibilités politiques, à faire ce travail, ce devoir, qui est aussi un devoir d'hospitalité vis-à-vis de personnes qui n'ont pas cherché à venir s'installer pour des raisons économiques mais qui ont tout simplement fui de peur de mourir.

Nous avons aussi le devoir de mettre en place des centres d'accueil et d'enregistrement dans les pays frontières, là où les réfugiés arrivent, en Grèce, en Italie et en Hongrie. La France participera à cet effort et enverra des personnels de la Protection civile et de l'Office des réfugiés. Cet enregistrement, il est là pour faire la distinction entre les migrants et les réfugiés, ce qui n'est pas toujours facile £ mais il doit aussi permettre de connaître les personnes pour ensuite leur donner un asile.

L'urgence, elle est aussi, et vous l'avez rappelé, monsieur le président, humanitaire. Si nous n'aidons pas les pays d'origine et de transit, alors cette situation déjà difficile ne sera plus maîtrisée. Or, les conditions de vie des réfugiés en Turquie, en Jordanie, au Liban, en Afrique de l'Est se dégradent depuis plusieurs mois et ceux qui vivent dans ces camps n'ont plus les moyens d'y survivre. Les conditions alimentaires se sont largement détériorées et beaucoup sont maintenant très en deçà du seuil de pauvreté si bien qu'ils quittent les camps. C'est ce qui provoque aussi ces déplacements.

Les organisations humanitaires, les agences des Nations unies sont au bord de l'asphyxie financière. Nous en avons fait le constat avec Antonio GUTERRES, le Haut-Commissaire aux Réfugiés. Pour l'année 2015, l'ONU a lancé un appel de fonds de 7 milliards et demi de dollars. Or, un peu plus seulement du tiers de ces fonds ont été versés. Pour l'Afrique seule, le Haut-commissariat aux réfugiés fait face à une impasse financière de plusieurs dizaines de millions d'euros. Je l'ai dit : s'il n'y a plus les moyens d'accueillir celles et ceux qui fuient parce qu'ils sont contraints de le faire, ces personnes quitteront les camps où elles sont aujourd'hui abritées. Il y a aussi la question des pays de transit, pays notamment de l'ouest de l'Afrique et bien sûr de l'Afrique du Nord £ là aussi, l'Europe, les organisations humanitaires et les institutions internationales doivent agir.

L'idée est de pouvoir retenir les populations sur place et donc de faire un effort considérable de développement et de formation de la jeunesse, pour qu'elle ne soit pas tentée, elle aussi, de partir. Nous avons aussi le devoir que tous ces passeurs, toutes ces filières, toutes ces organisations criminelles puissent être pourchassés, mais encore faut-il que l'on s'en donne, là encore, les moyens.

J'ai donc décidé d'augmenter la contribution de la France aux organisations humanitaires et aux agences des Nations unies. Le montant sera déterminé dans les prochains jours mais je veux que la France puisse une nouvelle fois montrer l'exemple pour investir, pour prévenir, pour protéger, protéger là-bas et protéger ici.

Je me rendrai prochainement au Liban et j'y visiterai un camp de réfugiés. Presque un tiers de la population du Liban est maintenant constituée de personnes réfugiées. Ce pays fait face à une situation qu'il ne peut plus maîtriser. Lors de l'Assemblée générale des Nations unies, se tiendra une réunion pour venir en soutien au Liban. La France bien sûr y participera. Car si le Liban ne parvient pas à surmonter cette pression, qu'advient-il dans ce pays qui, il n'y a pas si longtemps, a connu la guerre ? Aider ces pays, c'est prévenir la guerre.

On nous interrogera, on nous interroge toujours, on vous interroge : est-ce que nous pouvons agir ? Nous pouvons agir quand il est encore temps, nous pouvons agir même quand il est trop tard mais cela coûte plus cher. Nous pouvons agir pour les camps de réfugiés £ nous pouvons agir pour les pays de transit £ nous pouvons agir pour le développement et s'il faut donner des exemples, vous en avez apporté.

L'année dernière à la même époque, le monde prenait la mesure de l'extrême gravité de la crise sanitaire Ebola. Plus de 27 000 personnes étaient frappées par l'épidémie, plus de 11 000 allaient d'ailleurs décéder de la maladie en Guinée, en Sierra-Leone, au Libéria. Ce sont également ces drames qui ont provoqué la réaction qui a permise sur le plan sanitaire, social,

alimentaire et scientifique d'apporter des réponses. Là aussi, la France a fait son devoir : nous avons agi pour construire 5 centres de traitement en Guinée j'étais avec la ministre, Annick GIRARDIN - et nous avons pu éradiquer la maladie. Je veux féliciter ici toutes les organisations MSF, Croix-Rouge française, Aviation Sans Frontières, les personnels sanitaires, les personnels hospitaliers, l'institut Pasteur, tous ceux qui ont permis de juguler le fléau.

On s'interroge : est-il possible d'imaginer le progrès ? Est-ce que nous pouvons assurer des politiques de développement ? Même si vous portez à juste raison des critiques sur ce qui n'a pas été fait, regardons néanmoins que depuis l'an 2000, un milliard d'êtres humains sont sortis de l'extrême pauvreté. La mortalité infantile a été réduite de moitié, le nombre de personnes infectées par le virus VIH a diminué de 40%, permettant de sauver 6 millions de vies.

Nous pouvons agir. Nous pouvons et nous devons agir et c'est ce que vous nous demandez encore de faire aujourd'hui pour mettre en place des politiques de développement, pour lutter contre les inégalités, pour éviter les pressions sur la planète et le prélèvement de ressources naturelles, pour réduire notre empreinte écologique.

Mais là encore, à mesure que nous montrons les progrès, nous voulons aussi montrer les risques et les menaces.

Avec 9 milliards d'habitants dans quelques années, notre planète fera face à des mouvements de population d'une ampleur inédite, si rien n'est fait pour régler les crises - et la plus grave crise, celle qui est déjà à l'œuvre, celle qui n'est pas forcément la plus visible sauf quand il y a des catastrophes, c'est la crise climatique. Voilà pourquoi nous avons repris votre mot d'ordre « 0 carbone, 0 pauvreté » parce que c'est le même combat.

Faut-il néanmoins que pour y parvenir, les pays développés fassent un effort d'économies d'énergie, de hausse des énergies renouvelables et que les pays en développement puissent être soutenus dans leur transition. C'est tout l'enjeu et de la réunion sur le développement durable à New York et de la conférence sur le réchauffement climatique.

Avec les objectifs de développement durable, c'est un agenda exceptionnel qui peut être adopté pour trois raisons : d'abord parce qu'il a permis une participation de l'ensemble des organisations, des collectivités, des gouvernements et que c'est un modèle de ce point de vue. Ensuite, parce qu'il a une dimension universelle. Pour la première fois dans l'histoire, nous avons fait émerger un consensus sur ce qu'est le développement durable, valable dans les pays développés comme dans les pays les plus pauvres. Enfin, c'est un agenda exceptionnel parce qu'il est transversal : il y a le développement économique, il y a le climat, il y a l'environnement et nous pouvons graver dans le marbre « 0 carbone, 0 pauvreté. »

Et puis, il y aura la conférence sur le climat. L'accord devra être contraignant avec des engagements précis des Etats. Mais le doute que j'ai aujourd'hui sur la réussite de cette conférence ne porte pas sur les intentions, car nous aurons le lot suffisant de déclaration. Le doute, il porte sur les engagements financiers : s'il n'y a pas un accord sur ce point, beaucoup de pays ne pourront pas approuver le texte que nous négocierons à Paris.

Il nous faut donc trouver 100 milliards de dollars par an à partir de 2020, ce qui suppose que les Etats mais aussi d'autres acteurs - acteurs locaux, acteurs économiques - puissent s'engager avec l'ensemble des institutions financières banques publiques, banques privées, banques de développement pour arriver à ce chiffre. Il nous faut aussi changer les modes d'évaluation des projets.

Si nous voulons qu'il y ait plus d'investissements dans le développement durable, contre le réchauffement climatique, alors il faut qu'il y ait un prix du carbone, il faut qu'il y ait des signaux très clairs qui soient envoyés aux acteurs économiques pour qu'ils puissent changer leur comportement. Et déjà, les agences de notation commencent à prendre ce risque en considération. Des fonds d'investissement décident maintenant d'abandonner un certain nombre de projets dans les énergies fossiles au profit des énergies renouvelables.

C'est ce mouvement qu'il faut encourager et qu'il faut amplifier et là aussi, il y a une mobilisation exceptionnelle - et vous y êtes pour beaucoup - de la société, de toutes les sociétés. Sur le portail NAZCA des Nations unies, 400 villes, 680 entreprises, 85 régions, 200 investisseurs ont déjà

publié leurs engagements volontaires pour réduire les émissions et financer des actions d'adaptation au changement climatique.

Vous avez, avec 27 ONG, envoyé une lettre ouverte à tous les chefs d'Etat et de gouvernement qui participeront à la conférence sur le climat où vous faites le lien, et vous avez raison, entre les crises humanitaires et les dérèglements climatiques.

La France doit répondre et je veux d'abord répondre en assurant que la France doit être davantage mobilisée sur le financement du développement. C'est d'abord là qu'elle doit marquer sa détermination. Je sais que parmi vous, il y a des inquiétudes sur le niveau du financement que la France accorde à la solidarité internationale dans le contexte budgétaire que nous connaissons. J'ai donc souhaité que notre pays garde son rang de 4ème contributeur mondiale, avec près de 8 milliards d'euros. La France va renforcer sa solidarité à l'égard des pays les plus vulnérables, notamment ceux qui sont victimes du changement climatique. Pour l'Afrique, je me suis engagé d'ici 2018 à consentir 20 milliards d'euros d'aide. Nous voulons privilégier la santé et nous voulons également - et je m'en suis entretenu encore aujourd'hui avec le ministre des Finances - que puisse être établie une taxe sur les transactions financières. L'Europe ou une partie de l'Europe y travaille : cette taxe doit être affectée à la lutte contre le réchauffement climatique et à celle contre les grandes pandémies.

Pour mobiliser notre développement sous toutes ses formes, j'ai annoncé que l'Agence française de Développement se rapprocherait de la Caisse des dépôts française pour constituer un nouvel opérateur de grande taille. Notre aide au développement en prêts et dons sera renforcée. J'ai voulu aussi que vous puissiez être associés à ce processus et la ministre du Développement, Annick GIRARDIN, tiendra prochainement le Conseil national pour le développement et la solidarité internationale et réunira la Commission nationale pour la coopération décentralisée afin que vous puissiez être pleinement impliqués dans ces processus.

Mesdames et Messieurs, je voulais ici d'abord saluer votre engagement, saluer aussi votre rassemblement puisque vous êtes divers par les fonctions que vous occupez, par les responsabilités que vous exercez, par les pays dont vous êtes les représentants. Nous avons besoin de vous tous. On annonce pour la conférence de Paris pour le climat 30 000 participants, vous en serez, mais il y a aussi tous les participants qui ne seront pas à Paris et qui devront être impliqués, associés à ce processus. Vous y contribuerez aussi.

Nous devons aussi être capables, et la France plus que les autres puisqu'elle est le pays hôte, de bien expliquer aux opinions publiques ce que nous voulons faire. Ce n'est pas une réunion comme les autres £ ce n'est pas une conférence comme les autres £ ce n'est pas un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement comme les autres - même s'ils viendront.

C'est un rendez-vous que la planète a avec elle-même et qui doit aboutir à des solutions. Ce que nous voulons, c'est qu'il puisse y avoir aussi un processus de révision et d'évaluation, que ce qui sera décidé à Paris puisse être vérifié - cela fait peur à beaucoup de pays qui ne veulent jamais que l'on puisse contrôler ce qui a été dit et ce qui n'a pas été fait.

Nous avons besoin de vous parce que s'il n'y a pas la mobilisation des organisations que vous représentez, s'il n'y a pas l'engagement des citoyens, s'il n'y a pas cette pression qui s'exerce sur les gouvernements, s'il n'y a pas cette volonté commune d'être à la hauteur du rendez-vous qui a été fixé, nous ne pourrions pas réussir. Mais si, en revanche, vous êtes là comme vous l'êtes si j'ai bien compris 7 à 8 000 tous n'ont pas pu entrer mais si vous êtes aussi nombreux et plus nombreux encore à Paris pour faire vos propositions, évoquer avec insistance votre mot d'ordre « 0 carbone, 0 pauvreté », alors je suis sûr de notre réussite.

Merci.